

AntiCapitaliste



- 1€ - pour le pouvoir des travailleurs - N°6 - Février 2009



**TOUS
ENSEMBLE**

VIRER

**SARKOZY
DEVIENT
POSSIBLE**

**GREVE GENERALE
2009**

Qui sommes-nous ?

NOUS SOMMES COMMUNISTES, nous refusons cette société capitaliste où une petite minorité s'enrichit aux dépens de l'exploitation de l'immense majorité de la population. La planète n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui et les inégalités et la misère n'ont jamais été aussi criantes. Des populations entières meurent de faim alors que l'on produit 120% des besoins alimentaires mondiaux. Il y a en France plus de logements vides que de SDF. De nos jours les besoins humains ont très largement de quoi être satisfaits et pourtant c'est toujours plus de chômage et de précarité qui nous guettent. La course au profit conduit à des désastres écologiques qui menacent la survie même de l'humanité.

NOUS COMBATTONS LE RACISME ET LES OPPRESSIONS, que le régime érige en institution (centres de rétention, rafles et ministère de l'identité nationale, ...) ainsi que l'extrême droite et ses idées. Le capitalisme a toujours besoin d'un bouc émissaire pour diviser les travailleurs. Aujourd'hui c'est la carte de l'islamophobie qui est brandie sous couvert d'une pseudo-laïcité et d'une guerre dite de civilisation. Le sexisme, l'homophobie et les oppressions de genre, continuent d'être des outils aux mains des capitalistes.

NOUS SOMMES INTERNATIONNALISTES car les travailleurs n'ont pas de patrie. Nous combattons l'impérialisme, le pillage par les Etats-Unis en Irak ou par la France dans ses anciennes colonies. Nous soutenons inconditionnellement tous les peuples en résistance en Palestine, au Liban, en Irak, au Kurdistan, en Tchétchénie et ailleurs. Chaque défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs.

NOUS SOMMES ENGAGES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX où nous défendons les stratégies les plus unitaires possibles tout en affirmant la nécessité de combattre les gouvernements aux ordres du MEDEF. Nous avons lutté pour la défense des retraites et des services publics, contre le CPE, contre la LRU... Nous nous battons pour des revendications politiques dans ces mouvements car c'est la seule manière de triompher.

FAIRE EMERGER UNE ALTERNATIVE UNITAIRE A GAUCHE est de plus en plus crucial. Les courants de la gauche antilibérale et anticapitaliste doivent s'unir afin d'offrir une expression politique aux mouvements sociaux qui soit une alternative crédible face à un Parti Socialiste qui n'offre aucune perspective si ce n'est l'accompagnement des reculs sociaux et démocratiques. Nous défendons dans ce cadre la nécessité de transformer les crises sociales en crises politiques afin de déstabiliser davantage le régime.

UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST NECESSAIRE pour renverser le capitalisme. Ce n'est pas des institutions des capitalistes que viendra le changement de société. Les travailleurs, qui créent les richesses, doivent s'emparer du pouvoir, pour abolir la propriété privée des moyens de production et planifier eux-mêmes l'économie afin de répondre aux besoins de tous. Une révolution passe par la lutte internationale des travailleurs. Le socialisme ne peut rester enfermé dans un seul pays. Les pays staliniens n'avaient de socialisme que le nom et pratiquaient un capitalisme d'Etat bien réel.

BATIR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE centralisé et démocratique est indispensable à la réussite d'une révolution des travailleurs. La spontanéité seule est bien trop fragile pour menacer durablement le capitalisme. Le patronat est très bien organisé et les travailleurs doivent disposer d'une structure efficace capable de le combattre.

Agenda militant

Réunions de Marxistes Unitaires

Tous les mercredis à 17h, salle B1204, à Tolbiac

Manifestations et campagnes :

Samedi 31 janvier

Appel des appels : réunion de coordination de 10 h à 18 h, au 104 rue d'Aubervilliers M° Stalingrad

Dimanche 1er février

Solidarité avec les sans domiciles en lutte : marche, 15h rue de la banque M° Bourse

Lundi 2 février

L'université s'arrête : Grève totale, reconductible et illimitée...

Du 1er au 5 avril :

contre-sommet contre l'Otan

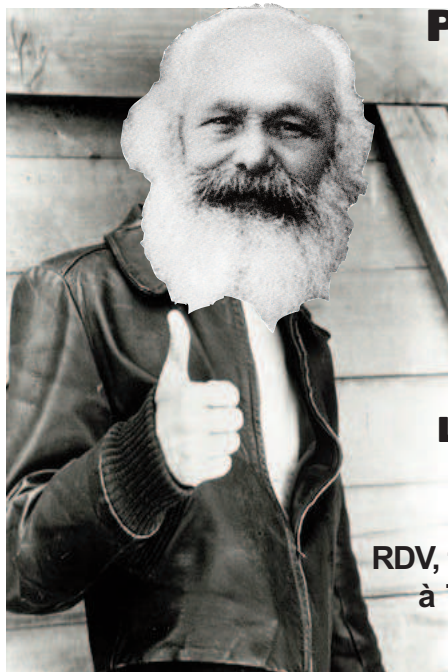
EXCLUSIF

VOUS ÊTES ACCRO À CE JOURNAL ?

AntiCapitaliste

MARX DEPOSE

ABONNEZ-VOUS !



Pour profiter de notre

SUPER PROMOTION

5 numéros pour 5 €

au lieu de 5 €

Soit 0% de réduction

EXTRAORDINAIRE

Comment ?

RIEN DE PLUS SIMPLE !!!

Les vendeurs d'AntiCapitaliste peuvent vous fournir un bulletin d'abonnement.

RDV, tous les mercredis et vendredis à Tolbiac, à 12h, dans la fosse.

Tel : 06 23 50 82 72

Edito

L'année nouvelle s'annonce agitée ! Des millions de salariés en grève le 29 janvier, et déjà des reconductions sont prévues, dans les transports, dans les universités qui s'arrêteront de fonctionner dès le 2 février. Nous devons organiser la convergence des luttes, nous devons lutter tous ensemble !.

Sarkozy continue sa distribution de dizaines de milliards aux banquiers tout en sabrant les services publics et les budgets sociaux, il promet secours aux entreprises qui licencient et maintiennent le gel des salaires, mais ne bouge pas un petit doigt pour les travailleurs.

La seule réponse du gouvernement à la colère qui monte est de criminaliser le mouvement social, comme il tente de le faire avec les cheminots de la gare Saint Lazare, en restreignant le droit de grève, en réprimant nos manifestations. Protégé derrière des compagnies entières de CRS, Sarkozy l'ami des patrons n'est plus le copain des ouvriers.

Plus de 7 français sur 10 soutiennent les grèves du 29, car nous sommes des millions à partager la crainte de perdre notre emploi à cause de la crise et des licenciements boursiers, car nous constatons tous la dégradation des conditions de travail et de vie. En Italie, en Grèce, la colère monte partout, contre la précarité, contre le système.

C'est que le système s'emballa : la crise économique atteint chaque jours de nouveaux sommets, les licenciements sont de plus en plus massifs et touchent déjà des centaines de milliers de salariés. Pourtant les actionnaires n'ont jamais fait autant de bénéfices : 98 milliards d'euros en 2008 pour les entreprises du CAC 40.

Le capitalisme en crise, c'est aussi un monde de plus en plus dangereux. Les massacres israéliens à Gaza montrent que le système peut tout à fait sacrifier des milliers de vies pour assurer le contrôle d'une région. La guerre en Géorgie cet été nous rappelle que la concurrence peut se transformer en temps de crise en confrontation armée. Autant de raisons de combattre nos gouvernements qui nous exploitent ici et mettent la planète à feu et à sang pour leurs profits.

Sommaire

2... Agenda militant

3... Editorial

4-5... Travailleur

6-7... Crise

8-9... Education

10-15... Dossier : Guerre à la guerre

16-17... Répression

18-19... NPA

20... Plan d'action pour une Grève Générale

Remerciements :

Ont participé à ce numéro (par ordre alphabétique), Adrien, Benjamin, Catherine, Daniel, Elise, Farah, John, Laurent, Laure, Otman, Thomas.

Nous tenons tout particulièrement à remercier tous-tes les militants-tes qui nous ont accordé des interviews afin de rendre plus vivant ce journal.

Infos légales :

Ce journal est édité par l'association Marxistes Unitaires.

Ce journal est tiré à 500 exemplaires pour la première édition (jeudi 29 janvier 2009).

La rédaction de *Anticapitaliste* reste à votre disposition :
association_marquepage@yahoo.fr
ou par téléphone au 06.64.28.04.25.

Directions syndicales Assez de compromis

Si le gouvernement affiche sa tranquillité face au mouvement social du 29 janvier, et risque de continuer ses attaques, c'est que la stratégie « table ouverte aux syndicats »¹ a l'air de bien marcher. A l'Elysée, on se vante que « Nicolas Sarkozy a plus vu les syndicats en un an que son prédécesseur en cinq ans ».²

De Bruno Julliard, leader de l'UNEF invité à déjeuner dans un restaurant du VIIème au moment de la discussion sur l'autonomie des universités, à Jean-Claude Mailly de FO, Bernard Thibault de la CGT, pratiquement tous les dirigeants syndicaux ont été invités par Sarkozy. Et ce n'est pas seulement une question de manger dans des restaurants chics aux frais du contribuable : depuis plus d'un an, et pendant tous les conflits sociaux, le mot d'ordre de l'Elysée est de choyer Bernard Thibault.

« Le Président a gardé un bon souvenir de ses négociations avec la CGT lors de la fusion EDF-GDF »³, négociations au cours desquelles Sarkozy avait promis de ne jamais privatiser GDF, promesse piétinée allégrement six mois plus tard.

Flattés et attirés par la promesse d'un syndicalisme fort, avec SUD banni à tout jamais du paysage syndical, Thibault et ses confrères n'ont pas pu résister. Et pourtant, il y avait de quoi se méfier. Des syndicats forts, ce n'est pas vraiment ce que souhaite Sarkozy.

Pour mener à bien le changement de statut de France Télécom, Il fallait faire éclater le front syndical et faire accepter par les salariés l'ouverture du capital. Les relations privilégiées de M. Soubie, conseiller de Juppé en 1995 et aujourd'hui conseiller social de Sarkozy, avec la CFDT lui ont permis de réussir : « En octobre 1993, le projet avait suscité une grève suivie par plus de 75% des agents. En 1996, la mobilisation n'atteint plus que 40%. Mission accomplie. »⁴

Mais aujourd'hui, avec les licenciements qui pleuvent et la crise sociale qui s'approfondit, il y a une pression de la base qui freine la collaboration

des leaders syndicaux. Les directions syndicales ne peuvent plus se permettre d'apparaître trop compromises. Échaudé par l'hostilité de sa base en 2003 suite aux accords avec Raffarin sur les retraites, François Chereque a juré « 2003, plus jamais ça »⁵, pour prévenir qu'il ne jouerait pas les jaunes encore une fois. (Même s'il accepte les invitations au restaurant !). Surtout que les promesses du gouvernement, notamment celles de Péresse pour gagner l'UNEF à LRU, se sont avérées creuses et vides. Nous avons besoin de

syndicats qui défendent les intérêts des salariés. Si nous ne maintenons pas la pression, ils vont retourner dîner à la table de Sarkozy.

1. Les rendez-vous à l'Elysée perturbent les syndicats. <http://www.lefigaro.fr/economie/2007/09/18/04001>
2. Le Figaro, 22/05/2008
3. Thibault, mon nouvel ami. Marianne 2, 21/11/2007 <http://www.marianne2.fr/Thibault-mon-nouvel-ami-a81292.html>
4. Le Monde Diplomatique, Juin 2003. <http://www.monde-diplomatique.fr/imprimer/10213/>
5. Sarkozy et les syndicats : les fils secrets du dialogue. <http://www.lefigaro.fr/economie/2008/05/22/04001>

La réforme de l'assurance chômage

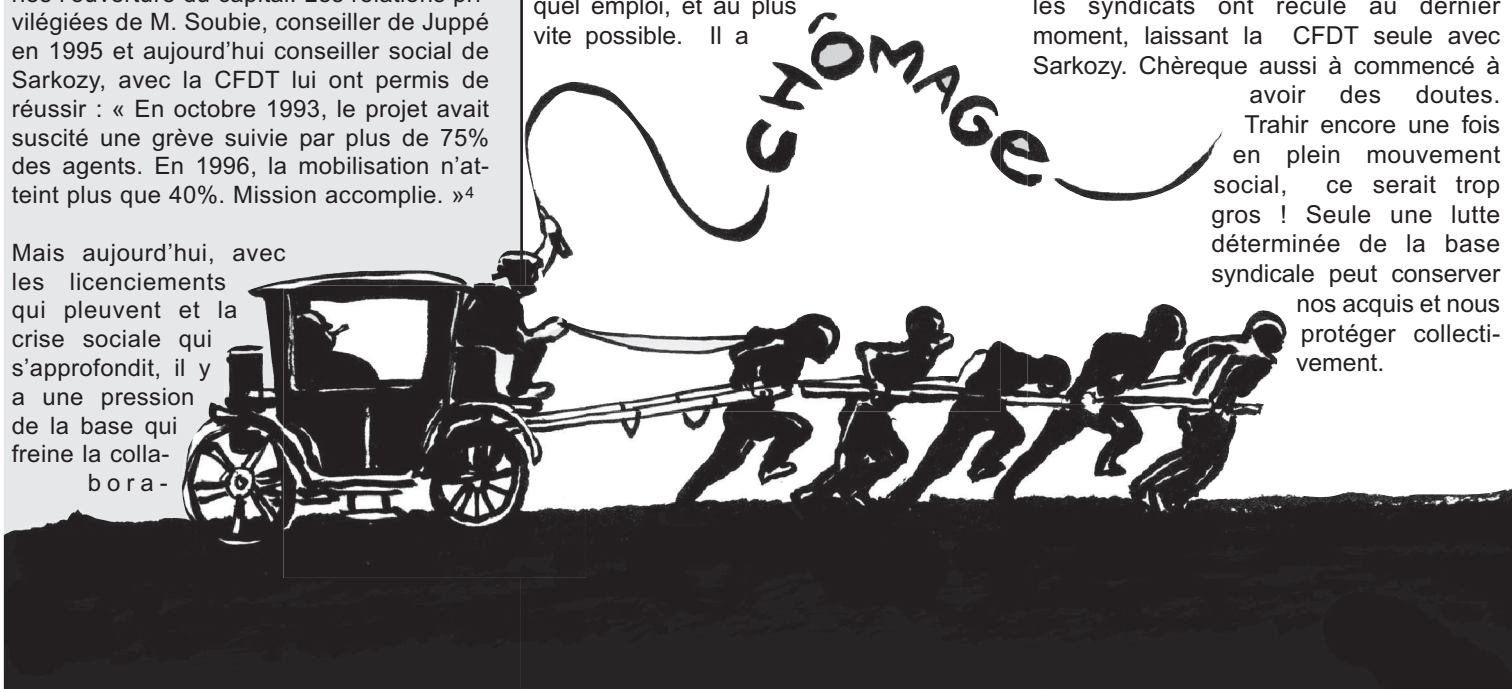
L'opposition de trois syndicats, la CGT, FO et la CFTC à la réforme de l'assurance chômage, après au moins six mois de « concertations » est un échec majeur pour le gouvernement. D'un côté, Laurence Parisot insiste pour que la réforme soit appliquée telle que le patronat l'a négociée, de l'autre côté, les syndicats craignent la colère qu'ils auront à affronter s'ils font un aussi gros cadeau au patronat au moment où l'économie s'effondre et où les patrons licencient massivement.

Si l'accès à l'ouverture des droits semble être plus facile, le gouvernement a tout fait pour que le chômeur accepte n'importe quel emploi, et au plus vite possible. Il a

refilé un gros cadeau au patronat en programmant une baisse automatique des cotisations lorsque le régime est excédentaire, comme c'est le cas en ce moment, ce qui appauvrira le régime d'assurance-chômage en pleine crise économique.

Selon les prévisions des économistes, le taux de chômage va atteindre les 10% assez rapidement. Le 26 janvier, les entreprises américaines ont annoncé 76,000 licenciements en une seule journée. Les patrons vont profiter du chômage pour imposer des salaires et des conditions de travail inacceptables aux salariés. C'est parce qu'ils sentent la colère monter que les syndicats ont reculé au dernier moment, laissant la CFDT seule avec Sarkozy. Chereque aussi a commencé à avoir des doutes.

Trahir encore une fois en plein mouvement social, ce serait trop gros ! Seule une lutte déterminée de la base syndicale peut conserver nos acquis et nous protéger collectivement.



Grève totale à la Gare St Lazare

Le 13 janvier dernier, suite à plusieurs semaines de grève à la gare Saint-Lazare, l'agression d'un cheminot par des usagers mettait le feu aux poudres et entraînait la fermeture de la gare par l'ensemble des salariés. Sous la pression du gouvernement, le directeur de la SNCF a du promettre des embauches pour faire cesser la grève. Un an après la défaite des cheminots sur les régimes spéciaux de retraite, la grève de Saint-Lazare est révélatrice d'une combativité retrouvée. Le journal Anticapitaliste ouvre ses colonnes à un militant de la grève.

Gérard Magnin de SUD-Rail, Paris Saint Lazare, a bien voulu répondre à nos question...

INTERVIEW, Propos recueillis par A.N.

1) Pour quelles revendications et comment avez-vous organisé la grève à la gare Saint-Lazare ?

Les revendications de notre grève étaient sur les moyens donnés aux cheminots de Paris Saint-Lazare pour pouvoir absorber l'augmentation des circulations du au nouveau cadencement Paris Normandie. Cela fait plus d'un an que tous les services et toutes les organisations syndicales discutent avec la direction SNCF pour la prévenir que cette nouvelle organisation ne tiendra pas, la gare de St Lazare étant déjà saturée et que la moindre perturbation entraînera une gêne pour les usagers.

2) L'UMP parle de vous « punir » pour avoir fait grève. Comment ressentez-vous les attaques sur le droit de grève, la criminalisation du mouvement social ?

Cela ne nous étonne pas du tout. Le gouvernement doit être bien déçu surtout après la tirade de notre président comme quoi les grèves étaient devenues invisibles. La fermeture de la gare St Lazare le 13 janvier, qui n'est pas du fait de SUD-Rail Paris Saint-Lazare, montre bien que ce n'est pas une loi sur le service minimum, qui en fait est faite pour restreindre le droit de grève des salariés

qui peuvent encore protester dans ce pays, qui nous empêchera de lutter.

3) Un an après la lutte contre la suppression des régimes spéciaux, comment voyez-vous les perspectives de mobilisation des cheminots ?

La lutte des cheminots a toujours été déterminante, elle le sera encore, même si le gouvernement ne cesse de faire des lois pour les atténuer. Le problème n'est pas tellement cheminot, il est que quand des salariés se sentent injustement mis en difficulté, ils se mobilisent. 4) Les cheminots ont souvent joué un rôle déterminant pour stopper les projets libéraux des gouvernements. Quelle rôle pensez-vous pouvoir assumer face au projet de casse sociale mené par Sarkozy ? Nous pouvons en effet être moteur, comme on l'a déjà été, comme en 95, mais cela ne pourra se faire sans une véritable mobilisation interprofessionnelle du public et du privé, et une vraie coordination avec d'autres organisations syndicales comme la CGT par exemple. De toute façon nous n'avons toujours pas trouvé le secret qui fait qu'un mouvement d'ampleur prenne, se sont les salariés, les citoyens qui le décident.

La Poste : rien n'est acquis

Le 18 décembre, Nicolas Sarkozy a annoncé que " la Poste changera de statut "1 en la transformant en société anonyme. Sarkozy entend passer en force d'ici à 2010, malgré les promesses de décembre. Malgré les mobilisations du 22 novembre, et celle du 10 janvier dernier, le gouvernement n'entend rien au revendication des salariés de la Poste et des usagers. La pétition a recueilli plus de 350 000 signatures.

Face à la débâcle boursière actuelle, le gouvernement exclu tout entrée en Bourse. Mais il y aura quand même ouverture du capital, dans un premier temps au travers de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC). L'Etat, à travers la CDC, financera la Poste à hauteur de 3 milliards d'euros, pour mieux la privatiser plus tard.

La France est l'un des derniers d'Europe à privatiser ce secteur. En Espagne, il est prévu d'arrêter la distribution de courrier au porte à porte dans les zones rurales, pour limiter les coûts. En Allemagne, la séparation de la Deutsche Post a amené la PostBank à jouer au loto de la Bourse, elle s'attend aujourd'hui à une perte d'un milliard d'euros.

Ce que nous demandons à la Poste, c'est d'assurer la distribution du courrier dans les plus brefs délais en respectant les conditions de travail des salariés. Avec le démantèlement de la Poste et son ouverture à la concurrence, nous n'aurons ni l'un, ni l'autre. Les effets de la privatisation sont déjà visibles : des conditions de travail de plus en plus difficiles pour les salariés, et des distributions de courriers aléatoires.

Otman Fekar



Crise : les banquiers se portent bien

Articles d'Otman Fekar

La crise économique montre au grand jour l'absurdité du système capitaliste. Depuis l'accélération de la crise en septembre dernier, les banques sont financées à coup de dizaine de milliards d'euros, afin d'éviter des faillites, mais surtout d'éviter une chose : les nationaliser. Ce fameux mot en "N" fait peur. Les gouvernements et les banquiers veulent l'éviter le plus possible. Pensez donc aux actionnaires...

Etats des lieux

En première ligne depuis le début de la crise, car première responsable, les banques de toute la planète sont sous la menace de faire faillite. Aux Etats Unis, Bank of America vient de recevoir à nouveau 20 milliards d'euros, en plus des 15 milliards reçus, sous forme de prêt en octobre dernier. De plus, l'État fédéral se porte garant

de la banque à hauteur de 120 milliards d'euros. C'est un exemple parmi beaucoup d'autre qui illustre la mort du système financier actuelle et sa faillite idéologique.

En France, Nicolas Sarkozy c'est aussi fait le père Noël des banquiers. Un plan de 40 milliards d'euros est mis à leur disposition, en plus des garanties assurées à hauteur de 320 milliards d'euros. Sur les 40 milliards alignés, 33,5 ont déjà été utilisés.

Ce qui n'empêche pas, par exemple à la BNP Paribas, de dégager un profit de 3 milliards d'euros sur l'année 2008 ! Pareil pour la Société Générale, qui a annoncé un profit de 2 milliards d'euros, et ainsi de suite.

L'industrie automobile aussi touche le jackpot

Une industrie qui vivait sous perfusion depuis plusieurs années se voit aujourd'hui rattrapée par la réalité. L'industrie automobile voit ses ventes chuter de façon exceptionnelle, à hauteur de 35% en moyenne pour les derniers mois de l'année 2008. Elle aussi bénéficie d'un plan d'urgence, lui permettant de présenter des comptes plus propres aux actionnaires.

Ainsi, Renault et PSA (Peugeot-Citroën) viennent de recevoir une aide de 5 à 6 milliards d'euros de la part de l'État. Cependant, ces deux entreprises continuent de mettre leurs employés au chômage technique, voir au chômage tout court. Avec retenue sur salaire, à hauteur de 400€ par mois.

Alors que l'argent existe. Des profits faramineux ont été réalisés ces dernières années. Mais ils allaient avant tout dans la poche des actionnaires. Près de 900 millions d'euros de dividendes versé en 2008 par Renault, 1300 milliards prévu pour l'année 2009¹.

Si Renault est autant touché par la crise, comment cette entreprise peut se permettre d'entretenir une écurie de Formule 1 et de payer ses deux pilotes à hauteur de 20 millions d'euros l'année? En plus de l'immoralité des salaires, on est loin de la belle phraséologie écolo.

L'indécence de ce système

Alors que les services publics sont plus que jamais menacé, alors qu'on a besoin de médecins, d'infirmières, de professeurs, de facteurs, ces dernières années, on nous a répondu « les caisses sont vides ». Et depuis le mois de septembre, on peut s'apercevoir de cette vaste supercherie. Elles sont vides pour faire tourner les hôpitaux ou faire en sorte de sauver plus de la moitié de la population mondiale de la famine. Mais pas pour sauver les actionnaires.

Les services publics se doivent de perdre de l'argent. C'est leur rôle. On ne demande pas à une école de réaliser des profits, ni à un hôpital. On leur demande d'élever l'esprit de ses élèves et de sauver des vies.

Cette crise donne tort aussi bien aux libéraux qu'aux sociaux-libéraux. Ce système n'est pas réformable, n'est pas humain. Les velléités de vouloir gérer ou de moraliser le capitalisme perdent tout sens.

Mais cette crise exporte aussi les crises sociales et politiques. Grèves et manifestations en Italie et en Grèce, démission du gouvernement en Islande, tout cela doit nous inciter à l'optimisme. La lutte paie. Nous n'avons pas à payer leur crise!



Quelle alternative face à la crise du capitalisme ?

Articles de Laurent Bauer

Depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes staliniens à l'est, la bourgeoisie n'a eu de cesse de répéter que le capitalisme avait triomphé et que nous avions atteint « la fin de l'Histoire »¹. Pourtant la crise actuelle du capitalisme, la plus grave depuis 1929, ne cesse de s'aggraver.

Des millions d'Américains ont perdu leur logement. Des vagues énormes de licenciement et de chômage technique affectent l'industrie automobile, entraînant « dans sa chute l'ensemble de la production industrielle française, qui a baissé de 2,4% en novembre après un effondrement de 3,7% en octobre, selon l'Insee »².

Les différentes entreprises automobiles (General Motors, Nissan, Renault...) prévoient des licenciements massifs afin de maintenir ou d'augmenter encore leurs marges bénéficiaires. Ainsi, pour Carlos Gohn, PDG de Renault, l'objectif pour 2009 est de garantir à ses actionnaires une plus-value de 6%, en supprimant des milliers d'emploi.

Un système en faillite

Le but du capitalisme n'a jamais été la satisfaction des besoins humains mais la course au profit et l'accumulation de capital. Le capitalisme génère de par sa nature des famines, bien que l'on produise 120% des besoins alimentaires mondiaux³, des désastres écologiques et toujours plus de chômage et de précarité.

Le capitalisme repose sur la compétition : les entreprises planifient leur propre production pour vendre plus que leurs concurrents. Ainsi, l'ensemble de la production cumulée est nécessairement en surplus, ce qui amène un gaspillage des ressources et mène à des crises régulières du système. Le capitalisme est le premier système qui subit des crises parce que nous produisons trop.

Le capitalisme est contradictoire avec une réelle démocratie. La majeure partie des Etats de la planète sont des dictatures et dans les démocraties occidentales la population n'a aucun contrôle sur les représentants qu'elle élit à intervalles de plusieurs années. La démocratie s'arrête à la porte des entreprises. Les travailleurs n'ont jamais à se prononcer sur les choix économiques, sur le travail, qui déterminent pourtant la majeure partie de notre vie.

Pour le contrôle des entreprises par les travailleurs

Lorsque quelqu'un émet l'idée que les entreprises pourraient être contrôlées et gérées par les travailleurs eux-mêmes, on lui répond très souvent que cela est utopique et que les salariés n'ont pas les compétences nécessaires.

Pourtant de nos jours, en Amérique Latine, plusieurs entreprises sont en autogestion. En Argentine, un fort mouvement d'usines autogérées s'est développé depuis le début des années 2000. Les ouvriers ont repris le contrôle d'usines abandonnées par leurs patrons⁴. Dans le cadre du processus révolutionnaire vénézuélien, la question du contrôle des entreprises par les travailleurs est centrale. Les salariés de l'usine sidérurgique SIDOR au Venezuela ont obtenu en juillet dernier la nationalisation de leur usine et s'investissent dans sa gestion.

Planifier démocratiquement l'économie

Cependant, que ce soit en Argentine ou au Venezuela, le capita-

lisme est toujours présent. Les entreprises autogérées doivent faire face malgré elles à la concurrence des autres entreprises. De plus isolées, elles ne peuvent ni évaluer, ni produire en fonction des besoins de la population. La bourgeoisie peut aussi s'appuyer sur l'Etat pour en expulser les travailleurs.

Une planification démocratique de l'ensemble de l'économie passerait par la coordination de l'ensemble des travailleurs réunis en conseils dans leurs entreprises. Ainsi la politique ne se ferait plus au travers de circonscriptions électorales abstraites, mais directement à partir du lieu de travail. Les modalités de travail seraient décidées par les travailleurs.

On pourrait produire en fonction des besoins de la population, éliminant par le coup les gaspillages du système capitaliste. Le temps de travail lui-même serait fonction de ce qu'il est nécessaire de produire, supprimant le chômage.

Pour une révolution socialiste

Des expériences de planification de l'économie par les travailleurs ont déjà eu lieu lors de la Commune de Paris en 1871 ou de la Révolution russe de 1917. Dans les deux cas les capitalistes ont fait le choix de l'écrasement par la force militaire. La Russie a vu la quasi totalité de la classe ouvrière exterminée lors de la guerre civile, ce qui a mis un terme au contrôle ouvrier.

Au XXI^e siècle la classe ouvrière est majoritaire sur la planète. Nous disposons de formidables moyens de communications rendant encore plus aisée une planification de l'économie à l'échelle mondiale.



1. Francis Fukuyama, La Fin de l'Histoire et le dernier Homme, 1992

2. L'automobile plombe la production industrielle, Le Parisien, 9 janvier 2009

3. Chiffres de la FAO

4. Voir à ce sujet le film d'Avi Lewis et Naomi Klein, The Take, 27 avril 2005

Pour aller plus loin lire : Chris Harman, La Folie du Marché ; John Molyneux, La Future Société Socialiste ; Tony Cliff, Le Capitalisme d'Etat en URSS de Staline à Gorbatchev

BUDGET UNIVERSITAIRE

Les fausses promesses de Péresse

L'analyse du budget montre que le gouvernement a carrément renoncé aux promesses faites à l'UNEF pour mettre fin à la contestation contre la LRU.

« Pour 93% des étudiants, la situation sociale se dégrade : les bourses (+2.5%) augmentent moins vite que l'inflation (+3.6%) et les frais obligatoires continuent d'augmenter (notamment les droits d'inscription qui sont en hausse de 2,5% en Licence et de 5% en Master et Doctorat) Au final, les boursiers perdent 1% de leur pouvoir d'achat, et 4% depuis 2001 ».

On annonce une augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche de 1,8 milliards d'euros, mais plus de la moitié de celle-ci s'évapore dans des exonérations fiscales et l'inflation. Les 5 milliards promis par Sarkozy pour « l'opération campus » ont fait pschitt : 160 millions seulement sont disponibles dans le budget 2009. Les 68 millions supplémentaires du plan licence équivalent à 30 minutes de cours en plus par étudiant et par an. La suppression de 900 postes, annonce surprise de Péresse à la rentrée.

Gagner contre le gouvernement va nécessiter une alliance de tous ceux qui sont impliqués dans l'éducation nationale, de l'université à la maternelle : enseignants, chercheurs, étudiants, lycéens, professeurs, familles et parents d'élèves. Il faut suivre l'exemple des lycéens et rester mobilisés jusqu'au bout, unis dans notre détermination de mettre fin à la LRU, car la fourberie de Péresse montre que la négociation ne sert qu'à démobiliser notre camp.

Source : Projet loi de finance 2009. Budget enseignement supérieur et recherche.

Menaces sur l'école primaire

Articles de Elise Bauer

Darcos avait présenté sa réforme de l'école élémentaire comme devant diminuer le nombre d'élèves en difficulté, mais l'augmentation du nombre d'enfants par classe, les suppressions de postes, la suppression des ZEP, les programmes alourdis et la réduction du temps de travail hebdomadaire (108 heures par an) contredisent ses affirmations.

En français et mathématiques, on a réintroduit l'apprentissage par automatisme, mais l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des sciences ainsi que l'éducation artistique est réduit par manque de temps. Par contre, l'éducation civique est portée au pinacle avec les symboles de la République. C'est l'instauration d'un socle commun minimaliste : français, math, éducation civique, histoire de l'art et sport.

Les élèves en difficulté se voient proposer 60 heures supplémentaires. Alors que l'on supprime les RASED (personnel spécialisé des réseaux d'aide intervenant dans les écoles). Des stages de remise à niveau ont déjà été mis en place lors des vacances du printemps 2008 pour les élèves de CM1 et CM2 par des enseignants volontaires : c'est le "travailler plus pour gagner plus" du primaire. Quand on enseigne, on sait très bien que ce sont les enfants de maternelle ou CP qui doivent être aidés et non les plus grands car c'est bien souvent trop tard.

Mais, il y a plus grave encore : la mise en place d'un fichier centralisé appelé Base-élèves. Pour chaque élève de l'école primaire, la direction doit indiquer le nom, prénom, date de naissance, profession des parents, adresse, téléphone, absentéisme, aides pédagogiques, évaluations, activités périscolaires, et il est prévu d'augmenter le nombre de renseignements demandés pour les années à venir. Toutes ces données doivent être envoyées à l'inspection départementale et académique, partagées par les mairies et conservées durant toute la scolarité obligatoire. Auparavant, les renseignements restaient dans l'école, les dossiers scolaires étaient propriété des familles.

Grace aux luttes, aux grèves massives l'année dernière, le ministère a reculé sur la scola-

rité des enfants en maternelle (pas de jardins d'enfants payants pour l'instant), sur la pénalisation de certains enseignants entrés en résistance. Ces reculs indiquent que le rapport de force est favorable à la mobilisation. Il faut donc pousser les directions syndicales à appeler à la grève, à refuser de gérer ces réformes qui veulent mettre les enfants des classes défavorisées au niveau du socle commun.



Universités la lutte prend de l'ampleur

Le mouvement contre l'application de la LRU dans les universités commence à prendre de l'ampleur. En 2007 les syndicats enseignants ont accepté le projet de Valérie Pécresse, laissant les étudiants isolés dans leur lutte contre la privatisation. Dans certains cas, mobilisés sous la houlette des présidents d'université, ils organisaient des pétitions contre le blocage des facultés. Mais aujourd'hui la réalité de la LRU sur le terrain pousse le personnel à mobiliser.

La LRU rattrape les profs

L'année dernière, le personnel était divisé entre ceux qui souhaitaient accepter la LRU mais se mobilisaient pour négocier « point par point », et des syndicats qui avaient parfois une position plus à gauche – opposition à la LRU – mais ne mobilisaient pas, sous l'influence des poids lourds du PS tels que Ségolène Royal ou Dominique Strauss-Kahn qui défendaient la « réforme ».

Mais depuis la rentrée, la réalité de la LRU – budgets largement insuffisants, décret sur la modification des statuts des enseignants-chercheurs, masturbation des concours d'enseignement – provoque un tollé, mobilisant toutes les catégories du personnel, inquiets pour l'avenir de l'université publique. Cette prise de conscience est illustrée dans les paroles de Cécile, enseignante chercheur : « Dans une même université, il y aurait des stars et des tâcherons. Les stars auraient le droit à la mobilité et à la recherche. Les autres, jugés moins productifs, seraient cantonnés à l'enseignement ou à l'administratif.

Avec un raisonnement pareil, le gouvernement perd de vue la mission de l'université, qui est la production et la transmission des connaissances. »¹.

Personnels, étudiants et enseignants : tous ensemble !

La réduction du nombre de postes administratifs et la suppression des concours seront compensées par la présence sur les lieux des enseignants-chercheurs, qui s'occuperont des tâches administratives – répondre au téléphone, « présence » administrative, inscriptions, organisation des emplois de temps et recrutement du personnel vacataire – avec pour objectif unique la réduction des dépenses et l'adaptation à des budgets réduits. Les doctorants n'auront plus d'heures d'enseignement, les ATER seront supprimés car les enseignants-chercheurs feront 16 heures d'enseignement par semaine, et donc très peu de recherche. C'est la logique du privé dans le service publique.

Pour résister à la privatisation, il faut que les AG votent la grève à partir du 2 février et impliquent massivement tous les personnels et les étudiants. Cela passe par revendiquer l'abrogation de LRU, à l'origine de toutes les attaques sur les conditions de travail, d'enseignement et d'étude. Un tous ensemble et le blocage total du système sont les seuls moyens de stopper la privatisation et de virer Pécresse.

1. L'Humanité, 22/1/09



20 Janvier 2009, 1ère fac mobilisée sur l'île de France, Paris 7...

Paris 7 se mobilise

Depuis le mois de décembre, une ambiance particulière règne sur l'université Paris 7 Denis Diderot. Le département d'économie ne se voit pas renouveler ses postes vacants, ce qui aboutit à la suppression de plusieurs enseignements; le plan Campus qui ne prévoit rien pour les Sciences Humaines; et enfin le décret sur les enseignants chercheurs. La coupe est pleine.

Plusieurs Assemblées Générales ont eu lieu en décembre, seulement au sein des historiens, puis de l'UFR GHSS (Géo, Histoire et Science de la Société), qui appellent à la grève dès le 20 janvier (début du second semestre sur Paris 7). Cependant, le mouvement prend de l'ampleur. Il ne reste pas centré sur Javelot, mais s'étend maintenant sur Charles V et Paris-Rive-Gauche.

Tout les profs ne sont pas en grève. Nous en sommes encore loin. Mais, c'est la première fois qu'ils se mobilisent autant et qu'ils appellent à une unité avec les IATOSS et les étudiants.

Si cette mobilisation fait plaisir à voir, la LRU, pierre angulaire de la privatisation, n'est pas remise en cause. Ce sont les étudiants qui argumentent sur le retrait de la LRU. Les IATOSS sont très sceptiques face à cette mobilisation, après avoir été abandonnés en 2003 par les profs qui parlent aujourd'hui d'unité.

Il faut faire en sorte que les profs ne restent pas seuls. Aujourd'hui, ils voient les conséquences de la LRU. Parler de la LRU aujourd'hui et de son abrogation est d'actualité. Si l'Etat a pu s'engager pour sauver les banques, il doit pouvoir le faire pour l'ensemble du service public et pour les universités.

Dossier

NON
A L'OTANNON
A LA GUERRE

L'offensive israélienne menée depuis le 27 décembre dans la bande de Gaza a fait près de 1 300 morts et plus de 5300 blessés parmi les Palestiniens, dont une majorité de civils.

D'après les premières estimations, le coût des destructions se monterait à plus d'un milliard de dollars¹. Plus de 20.000 immeubles d'habitations auraient été endommagés par les bombar-

dements israéliens, soit 14% des immeubles de la bande de Gaza, et plus de 4000 habitations complètement détruites. 48 bâtiments gouvernementaux, parmi lesquels le siège du Parlement, 30 commissariats, 20 mosquées, 18 écoles, 3 cliniques ont été ravagés, sans compter les dégâts sur les routes ou le réseau d'eau et d'électricité.

Construire le mouvement contre la guerre

Un article de Adrien Nicolas

Un monde plus dangereux : le nouvel ordre mondial

L'agression israélienne à Gaza a montré que, loin d'offrir un avenir de paix, la domination des USA et de leurs alliés menace tous les peuples qui ont le malheur de vivre à côté des richesses que convoitent les multinationales.

La guerre en Géorgie à l'été 2008, qui a mis aux prises soldats américains et russes, a montré qu'en temps de crise, les puissances peuvent déclencher des guerres ouvertes dès que leurs intérêts sont en jeu. En République démocratique du Congo, la concurrence entre sociétés exploitantes les mines a abouti à l'armement de factions rivales qui se déchirent et

prennent en otage les populations civiles. En Somalie, les puissances se sont entendues pour assiéger la population par une intervention navale conjointe.

La puissance dominante, les USA, agit depuis 2001 dans le cadre du plan Grand Moyen-Orient, vaste plan impérialiste pour mettre au pas tous les pays du Maroc au

Pakistan, en s'assurant de la servilité des gouvernements en place, en renversant les récalcitrants ou en envahissant directement des pays comme l'Irak et l'Afghanistan.

C'est à l'Otan que revient d'appliquer cette politique impérialiste, en Afghanistan



comme en Somalie ou en Georgie. C'est dans ce contexte que Sarkozy a choisi de réintégrer le commandement unifié de l'Otan et d'envoyer des renforts en Afghanistan.

Construire un mouvement contre la guerre : une nécessité pour le mouvement social

En pleine crise, alors que les budgets sociaux sont réduits, que les services publics sont privatisés, les dépenses militaires explosent : 1.335 Milliards de \$ dépensés par les puissances sur toute la pla-



nète. En France, le budget de la défense pour 2009 a augmenté de 5,4% par rapport à l'année écoulée.

Face à « l'ennemi », certains seront toujours prêts à s'allier avec ceux qui exploitent ici et qui pillent les ressources à travers la planète. En dernier recours, les partisans de l'union sacrée marcheront toujours avec les patrons. C'est ainsi que le PS, dont le gouvernement a participé à la guerre en Afghanistan tout en menant les privatisations et le gel des salaires, s'affiche aujourd'hui aux cotés des sionistes.

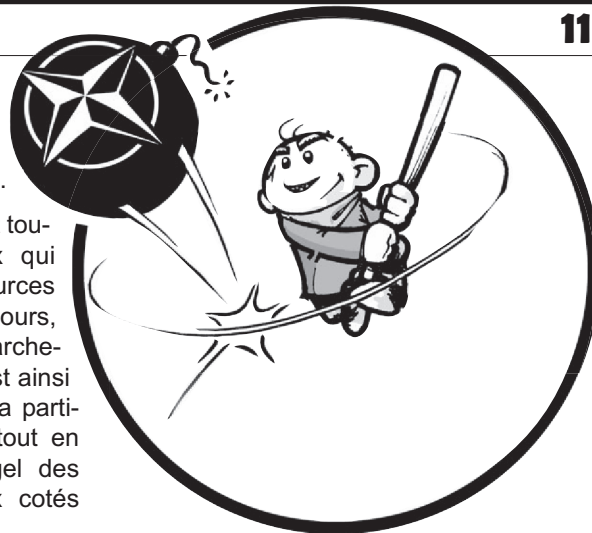
Le militarisme est légitimé par un développement du racisme, par la lutte contre l'ennemi intérieur, contre « l'internationale terroriste ». En France, les expulsions d'étrangers se multiplient tandis que des mesures islamophobes sont prises : interdiction du foulard, suppressions des repas alternatifs au porc. L'arsenal judiciaire développé pour lutter contre les « terroristes » (LSQ en 2001, LSI en 2003) est maintenant utilisé contre les syndicalistes et tous ceux qui combattent le système. Combattre le militarisme devient donc une urgente nécessité pour les militants du mouvement social.

Construire un mouvement contre la guerre massif, sur la durée

En ce début d'année, le mouvement de solidarité avec la Palestine a montré, à l'occasion des plus grandes manifestations de son histoire, que la jeunesse des banlieues, que l'on prétendait dépolitisée, est prête à se mobiliser massivement, à se confronter avec la police. En scandant « nous sommes tous des Palestiniens », ces jeunes font écho au racisme qu'ils subissent au quotidien.

Pour combattre nos gouvernements qui font la guerre aux quatre coins du monde, nous avons besoin d'un mouvement contre la guerre qui déborde les rangs de la gauche radicale. Nous devons construire la lutte contre la guerre que mènent nos dirigeants, aux cotés de tous ceux qui sont sincèrement révoltés par les massacres commis en notre nom.

C'est en manifestant par millions que nous créerons des faits, comme



l'a montré le mouvement international contre la guerre en Irak en 2003.

Nous devons construire des comités contre la guerre sur nos universités, nos lycées, nos quartiers et nos entreprises, en revendiquant l'arrêt des occupations militaires en Afghanistan, en Palestine, en Irak. Nous devons manifester par dizaines de milliers de toute l'Europe contre la machine de guerre des impérialistes, l'Otan, exiger l'arrêt du financement des sales guerres que mènent nos gouvernements.

MANIFESTATION

Contre la tenue du Sommet de l'Otan du 1er au 5 avril 2009

Un collectif national appelle à manifester à Strasbourg, du 1er au 5 avril 2009, lors de la tenue du Sommet, contre la réintégration de la France au sein du commandement de l'Otan et l'envoi de renforts en Afghanistan.

Des collectifs unitaires ont déjà été créés sur les facs.

TOLBIAC : Adrien 06.64.28.04.25,

SORBONNE : Sebastian 06.21.34.68.52,

PARIS VII : Otman 06.71.97.01.37.

Le collectif national affrète un train et des cars pour la manifestation du 4 avril. Voyage aller/retour à partir de 20 € a/r.

Pour plus d'info sur la campagne ou trouver du matériel de mobilisation :

www.appelotanafghanistan.org

Palestine : une guerre créée par l'Occident

Les origines du conflit remontent à la fondation d'Israël en 1948 et à la campagne de nettoyage ethnique menée par les milices sionistes. Il s'en est suivi 60 ans d'oppression pour le peuple palestinien.

Les dirigeants sionistes se sont toujours adressés aux puissances impérialistes pour fonder un Etat juif. En 1947 les Nations-Unies (ONU) mirent sur pied un plan de partition de la Palestine. Celui-ci donnait 55% du pays aux colons sionistes qui ne représentaient qu'un tiers de la population.

En mars 1948 les sionistes assassinèrent des centaines de villageois arabes et organisèrent le nettoyage ethnique de 750 000 Palestiniens. Israël s'est emparé du reste de la Palestine historique en 1967. Aujourd'hui la « loi du retour » permet à n'importe qui d'ascendance juive d'émigrer en Israël mais refuse tout droit au retour aux palestiniens.

Israël, un danger pour la région sponsorisée par les puissances

En 1956 Israël s'est associé à la France et à la Grande-Bretagne pour lancer une guerre contre l'Égypte. En 1967 Israël fit à nouveau la guerre contre l'Égypte, contre la Syrie et la Jordanie, puis en 1973. Il a bombardé les centrales nucléaires irakiennes en 1981.

Israël a envahi trois fois le Liban, en 1978, 1982 et 2006. Son armée a occupé le sud-Liban de 1978 à 2000 lorsque la résistance conduite par le Hezbollah l'a forcé à se retirer.

Le massacre auquel nous assistons aujourd'hui à Gaza ne sera pas la dernière guerre d'Israël. La nature coloniale et impérialiste de cet État va inévitablement conduire à plus de conflits, de bombes et de morts.

N'y a-t-il pas une histoire emplie de haine entre juifs et arabes ?

Beaucoup affirment que les juifs et les arabes ne peuvent jamais vivre ensemble. Mais avant 1947, chaque capitale arabe avait une communauté de juifs vivant aux côtés de musulmans et des chrétiens. Il y a des centaines de noms juifs inscrits sur le mémorial dédié aux irakiens qui sont morts en combattant le colonia-

lisme britannique dans les années 20.

Tout cela changea après la création d'Israël. Les juifs arabes furent chassés par les dictateurs et rois arabes mis en place par l'Occident. Ces juifs arabes devinrent des citoyens de seconde zone en Israël.

Ainsi que dans beaucoup de régions du monde, les divisions, les discordes et les haines entre les peuples au Moyen-Orient sont un triste héritage de l'impérialisme occidental.

Les Palestiniens ne se sont-ils pas vu offrir leur propre Etat dans le cadre du processus de paix ?

Les accords d'Oslo, signés en 1993, étaient supposés donner aux palestiniens l'autonomie sur 17% de la Cisjordanie et 60% de la Bande de Gaza. Israël conserva le contrôle des routes, ressources et de vastes zones occupées en 1967. Le nombre de colons israéliens dans les territoires occupés doubla entre 1993 et 2000. Les territoires palestiniens ressemblent à des bantoustans, ces Etats noirs « autonomes » mis en place par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

Seul un État multi-ethnique unifié peut

résoudre la situation.

Israël a ouvert ses frontières à des millions d'immigrants sans aucun problème. La majorité des villages palestiniens restent vides et beaucoup sont en ruines. Ils peuvent facilement être reconstruits et rendus à leurs habitants d'origine. Ceux qui souhaitent revenir dans les villes pourraient être facilement logés.

Quel est le rôle des masses arabes ?

C'est l'impérialisme qui a créé Israël et c'est l'impérialisme qui le soutient aujourd'hui.

Le gouverneur britannique de Jérusalem déclara que le nouvel Etat sioniste servirait de « petit Ulster juif loyal dans un potentiel océan de nationalisme arabe hostile ». En 1951, un article célèbre du quotidien israélien Haaretz, « Israël devient le chien de garde » résumait : « Israël peut toujours être utilisé pour punir un ou plusieurs voisins dont le manque d'obéissance à l'Occident a dépassé les limites de l'acceptable ».

L'impérialisme a besoin d'Israël en tant que son « porte avion insubmersible » car les régimes arabes sont en constant danger d'être renversés par des rébellions populaires. La colère dans le monde arabe naît de la manière dont sont accaparés les richesses par une petite élite au service de l'occident.

Lors des récentes manifestations en Égypte, les manifestants ont lancés des slogans à la fois contre Israël et contre le régime d'Hosni Moubarak. Les manifestations populaires en soutien à la Palestine pourraient entraîner une vague de révoltes comme celles qui ont balayé de nombreux régimes corrompus dans les années 50 et 60.

C'est pourquoi ces régimes craignent et haïssent les organisations de la résistance comme le Hamas en Palestine ou le Hezbollah au Liban. Toute résistance est un défi pour Israël, l'Occident et les régimes arabes.

Article tiré du Socialist Worker, n°2133, du 10 janvier 2009

Traduit de l'anglais par Laurent Bauer



Free Palestine

Qui libèrera la Palestine ?

Un article de Tamer Wageeh*

Un train lent s'approche au Moyen-Orient : le train du changement. On a l'impression que les Rois archaïques, les Émirats, les Cheiks et les Présidents perpétuent avec succès leur règle dynastique. Pourtant, l'agitation et le bouleversement social, signes de troubles montant, se multiplient.

La lutte palestinienne, icône dans les cœurs et les âmes des peuples arabes et du Moyen-Orient, joue souvent le rôle de détonateur révolutionnaire. Les luttes héroïques et dramatiques en Jordanie (1970), au Liban (1974-76), les deux grands soulèvements palestiniens de 1987 et de 2000, ont été accompagnés de mouvements de solidarité massifs.

La lutte palestinienne est le Vietnam de la région

En dépit de la barbarie de la guerre qu'Israël mène actuellement sur Gaza, la résistance a été capable de défier Israël, de tenir fermement et de maintenir le moral des gens de Gaza dans des conditions très dures. Le résultat de cette guerre, à part la destruction insensée et la mort, sera un arrangement à court terme, instable.

Mais le prix à payer est très cher. Hélas, Hamas n'est pas capable d'accomplir des victoires décisives semblables à celles obtenues par Hezbollah en 2000 et 2006.

La seule réelle solution pour la Palestine est d'établir un état séculaire uni pour les Arabes et pour les Juifs sur l'ensemble de la Palestine historique. Les demandes immédiates et vitales des Palestiniens ne peuvent être satisfaites par aucun gouvernement israélien, même le plus radical. Un politicien israélien peut-il accepter le droit de retour, rendre Jérusalem-Est aux Palestiniens ? La réponse est non.

Solidarité des travailleurs Égyptiens

Les Palestiniens ne peuvent pas rassembler tous seuls les forces sociales, politiques et

militaires capables d'écraser un état hautement militarisé, soutenu par l'impérialisme US, sans élargir leur lutte à d'autres forces sociales de la région qui ont un intérêt bien déterminé de vaincre le Sionisme.

La classe ouvrière égyptienne a intérêt à écraser le Sionisme, base la plus forte pour la réaction et la contre-révolution dans la région. Toutes les tentatives de libération nationale et progressiste en Egypte, même limitées, ont été considérées comme un acte hostile par Israël.

Les ouvriers égyptiens ont montré leur solidarité à la lutte palestinienne. Même avant l'établissement de l'état de l'Israël, "le Comité des Ouvriers pour la Libération nationale", établi en 1945, déclarait que le « sionisme est un mouvement raciste qui soutient l'impérialisme dans ses efforts contre la libération nationale palestinienne. »

En janvier 1988, pendant le premier soulèvement palestinien, les ouvriers d'al-Mehalla al-Kobra ont manifesté dans la ville, demandant la cessation des relations diplomatiques avec Israël. Ces manifestations étaient les signes de solidarité d'ouvriers égyptiens.

La classe ouvrière égyptienne est elle-même opprimée, atomisée et intimidée. Depuis décembre 2006, avec la grande grève d'al-Mehalla al-Kobra, la classe ouvrière égyptienne a témoigné d'un regain sans précédent de combativité contre Moubarak. Les ouvriers de la Compagnie de Ciment de Tora ont recueilli 10 mille livres pour les gens de Gaza en juin dernier, au moment où les frontières entre l'Egypte et Gaza étaient ouvertes. Le syndicat Indépendant des impôts déclaré sa solidarité avec Gaza, et ses chefs ont participé à plusieurs manifestations de solidarité. Ce sont les signes avant-coureurs de la participation active de la classe ouvrière égyptienne à la lutte contre l'impérialisme et le Sionisme.

* Traduit de l'anglais par Fiona Walsh

Le Hamas doit avoir le droit de se réarmer

Nicolas Sarkozy a réagi rapidement à l'agression israélienne contre Gaza, en se rendant au Proche Orient pour assurer à l'Égypte, à Israël et au Fatah que le Hamas serait bien désarmé. « Ce n'est pas un retour au statu quo ante puisque les Égyptiens sont prêts à travailler sur la sécurité aux frontières, puisqu'une pression est faite pour qu'il n'y ait plus de roquettes qui partent de Gaza » a souligné le chef de l'État français.

Vendredi 23 janvier, la France envoyait un bateau au large de Gaza. D'abord présenté dans les médias français comme un convoi humanitaire, c'est une frégate qui a été déployée au large de Gaza pour participer à la lutte contre la contrebande d'armes, en coopération avec Israël et l'Égypte.

Comme en 2006, après l'agression israélienne au Liban, la France envoie des troupes pour désarmer ... la résistance. Le peuple palestinien soutien plus que jamais le Hamas, à Gaza, mais aussi en Cisjordanie et en Israël (ce qui est plus marqué qu'auparavant). La volonté d'en finir avec l'oppression israélienne passe par la lutte armée contre armée d'occupation.

Les Palestiniens ont le droit à la résistance à l'oppression comme inscrit dans la déclaration des Droits de l'Homme de 1789 : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. ».

Vive la résistance Palestinienne !

Benjamin Lormet

Pourquoi soutenir la Résistance palestinienne ?

Une brochure Marque Page, 2 €

Le soutien à la résistance des Palestiniens divise la gauche française, dont la majorité se contente de marmonner à propos de la « paix ». Nous soutenons qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, et nous défendons le droit des Palestiniens à résister par tous les moyens nécessaires à l'occupation qu'ils subissent depuis 60 ans.



IRAK

Situation stabilisée ?

Un article de Saïd Fourat

Après 29 ans de guerres et 18 ans d'embargo, plus de 2 millions d'Irakiens sont morts et 4 millions déplacés ou exilés¹. Cependant, depuis un an, le nombre d'attentats entre les communautés et contre les troupes de la Coalition a fortement diminué. Les véritables causes de cette accalmie relative ne sont pas durables.

Suite aux déplacements de populations la majorité des Irakiens vivent dans un quartier ou un village dont la composition religieuse ou « ethnique » est homogène. Dans certains quartiers de Bagdad sont apparus des groupes d'autodéfense multi-confessionnels.

Une partie de la résistance sunnite s'est retournée contre les mouvements islamistes les plus radicaux. Les Américains ont créé les milices « Sahwa » qui recrutent des anciens résistants sunnites pour « maintenir l'ordre ». Les Américains réintègrent les anciens partisans de Saddam Hussein dans l'administration et dans l'armée. Pour obtenir la paix, les Américains ont distribué des armes et de l'argent à tout le monde, créant ainsi les conditions d'un affrontement plus violent.

Trois milices chiites rivales se disputent le contrôle du port et des installations pétrolières de la province de Bassorah où se trouvent 60% des réserves pétrolières. La région pétrolière de Kirkouk est disputée entre deux milices kurdes et des milices arabes et turcomanes. La chute des revenus pétroliers n'arrange pas les choses.

N'ayant pas réussi à vaincre militairement la résistance, les États-Unis se retrouvent dépendants des miliciens islamistes, de l'Iran et de la Syrie pour pérenniser leur occupation de Irak. La Turquie, est tentée de participer au pillage de l'Irak. Les mercenaires sont désormais plus nombreux sur le terrain que les soldats US. Aucune politique stable ne peut être construite sur un édifice pareil.

Les élections provinciales, initialement prévues pour le 1er octobre 2008, ont été reportées au 31 janvier 2009. Le code du travail hérité de Saddam Hussein, datant de 1987, très défavorable aux travailleurs, est toujours en place. Malgré le chômage et les assassinats, des grèves ont éclaté dans l'industrie pétrolière dans la région de Bassorah. Les Syndicats en Irak comptent 350 000 membres (coton, cuir, bois, agro-alimentaire, transports, services publics et chômeurs). Dans des conditions extrêmes, un syndicalisme nouveau est en train d'émerger.

1. Parmi lesquels 1 million en Syrie (sur 18 millions d'habitants) et plus d'1 millions en Jordanie (pour 5 millions d'habitants) menaçant à terme de provoquer l'implosion de ces deux pays.

La guerre en Afghanistan déstabilise un peu plus le Pakistan

La situation en Afghanistan se dégrade pour les troupes de l'Otan, et la guerre s'étend désormais aux zones tribales frontalières du Pakistan. Le gouvernement pakistanais joue aussi un double-jeu, utilisant les islamistes comme moyen de pression sur les États-Unis dans leurs négociations commerciales, tout en menant une guerre « au nom de la lutte contre le terrorisme » contre les populations de la Province Frontalière du Nord-Ouest.

Les Américains sont totalement dépendants de la main-d'œuvre pakistanaise pour acheminer leur matériel, leurs troupes et leur ravitaillement. C'est pourquoi, ils ont besoin que le Pakistan reste stable. Plusieurs attentats ont visé des convois acheminant du matériel militaire en Afghanistan ces dernières semaines.

La situation économique du Pakistan est catastrophique. Le prix des denrées alimentaires explose alors que le pays est au bord de la banqueroute financière. C'est pourquoi, les Américains ont encouragé le retour de la gauche au pouvoir. Le principal parti de gauche est le Parti Populaire du Pakistan. Ses dirigeants sont liés aux intérêts industriels et aux grands propriétaires terriens mais il garde une importante base populaire, ouvrière et paysanne. A la veille de son assassinat, sa dirigeante Benazir Bhutto pouvait mobiliser des centaines de milliers de personnes. Aujourd'hui, c'est son mari, Ali Asif Zardari qui est président de la république.

Les Américains attendent de Zardari qu'il maintienne la paix sociale tout en en appliquant les plans du FMI. Privatisations, licenciements, destruction des services publics et expropriations forcées des paysans doivent accompagner la poursuite d'une guerre impopulaire... Cette mission impossible provoquera inévitablement un éclatement du Parti Populaire et ouvrira à un espace pour une recomposition du mouvement ouvrier.

Le Pakistan compte une importante classe ouvrière ainsi qu'un syndicalisme paysan notamment dans les régions du Punjab et du Sindh. La majorité des travailleurs sont hostiles aux États-Unis comme aux mouvements islamistes, ce que les médias occidentaux oublient souvent de préciser. Les grèves et les luttes sociales au Pakistan depuis plusieurs années témoignent de la vitalité du mouvement ouvrier, qui peut potentiellement paralyser les opérations militaires en Afghanistan.

Saïd Fourat



Georgie : l'Otan, c'est la guerre

Articles de Laurent Bauer

En Géorgie les Etats-Unis ont mis en place Mikhaïl Saakachvili à la tête du pays en 2004. Celui-ci déclarait dans son discours de prise de fonction qu'il était « temps pour le gouvernement d'avoir peur du peuple ». L'objectif étant de faire de cet Etat un allié stratégique des Etats-Unis pour le contrôle des oléoducs du Caucase, permettant à la fois de contourner et d'encercler la Russie.

La Géorgie est un allié fidèle de Washington, multipliant les associations et coopération avec Israël. Lors du soulèvement de 2007, Saakachvili a fait tirer dans la foule. L'Union Européenne n'a eu de cesse de présenter la Géorgie comme un modèle de démocratie qui est donc sujette à rejoindre l'OTAN.

Les USA et Israël ont armé la Géorgie, qui a

fait usage de cette force contre les populations sud-ossètes et abkhazes lançant ainsi la guerre d'août 2008. L'OTAN a ainsi failli risquer une confrontation armée avec la Russie.

Ukraine : l'OTAN contre le peuple

L'OTAN tente aussi d'intégrer l'Ukraine. Le

gouvernement de louchtchenko a demandé à rejoindre l'OTAN bien que 60% des Ukrainiens y soient opposés.

L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN renforcerait l'encercllement de la Russie. L'expansion de l'OTAN est intrinsèquement liée au conflit stratégique sur les ressources en hydrocarbures. Le récent conflit gazier entre Kiev et Moscou est l'illustration de ces tensions entre les impérialismes.

Si l'OTAN a décidé de reculer l'adhésion de ces deux pays c'est à cause de la situation de crise économique et potentiellement politique de ces pays. Mais selon le secrétaire général de l'OTAN Jaap de Hoop Scheffer l'Ukraine et la Géorgie ont vocation à terme à rejoindre l'alliance.

Cette politique d'hostilité envers la Russie a conduit à la mise en place du bouclier stratégique anti-missile américain.



SOMALIE : « le troisième front »

Articles de Catherine Curran

Depuis octobre 2008, quatre navires de guerre de l'OTAN patrouillent dans les eaux somaliennes sous le prétexte d'escorter les convois d'aide alimentaire.

La « communauté internationale » entend surtout défendre ses biens et ses intérêts politiques. Réunis à Kuala Lumpur fin novembre, les amateurs pétroliers ont sommé l'ONU de bloquer les côtes somaliennes. La marine américaine est intervenue après la capture du navire ukrainien le Faïna, qui transportait 33 chars T-72. Une grande partie du matériel de guerre que les Américains, les Russes, les Européens vendent aux Africains passe par les côtes somaliennes.

Début décembre l'OTAN a été rejoint par une force de 1200 hommes de l'Union Européenne, envoyée à l'initiative de N. Sarkozy et de G. Brown. Mi-décembre, le conseil de sécurité de l'ONU a approuvé à l'unanimité la prolongation d'un an des opérations internationales pour « prendre toutes les mesures nécessaires en Somalie pour empêcher d'agir ceux qui utilisent son territoire pour préparer, faciliter ou entreprendre des actes de piraterie en mer »¹.

Multinationales, déchets et empoisonnements

Quand le tsunami asiatique de décembre 2005 s'est abattu sur les côtes de l'Afrique de l'est, des tonnes de déchets radioactifs et de produits chimiques toxiques sont remontés sur les plages somaliennes, déterrés du fond de l'océan. Les nations unies ont constaté un grand nombre de problèmes médicaux : hémorragies abdominales, saignements de la bouche, problèmes de respiration et maladies de la peau. Au moins 300 personnes sont déjà mortes.

Au début des années 1990, de nombreux armateurs européens, américains et asiatiques, notamment la compagnie Suisse Achair et l'Italien Progresso ont utilisé les côtes somaliennes comme déchetterie pour produits toxiques : de l'uranium radioactif, du plomb, du cadmium et du mercure ainsi que des déchets industriels et hospitaliers. Les tarifs somaliens étaient de l'ordre de 2\$ la tonne, alors que les tarifs européens sont de 800\$ la tonne².

L'enquête de l'ONU a été abandonnée. Aucune compensation n'a jamais été reversée aux Somaliens. Aucun nettoyage du littoral n'a été entrepris. Les navires de guerres qui patrouillaient dans le

golfe d'Aden n'ont pris aucune mesure contre ces bateaux qui larguaient des déchets toxiques.

Pillards et pirates

En 2006, des pêcheurs somaliens ont porté plainte devant l'ONU : des bateaux de pêche étrangers pillaient leurs réserves de poisson, recrutant des milices locales pour intimider les pêcheurs. L'ONU a refusé d'agir.

Ainsi, les somaliens en colère ont décidé de prendre les choses en main. Les pêcheurs, qui voyaient leur littoral empoisonné, et leur moyens de gagner leur vie menacées, se sont armés. Fin 2005, ils ont commencé à saisir des navires, yachts de luxe, cargo et thoniers qu'ils relâchaient contre rançon. Selon Januna Ali Jama, un pirate somalien : « Le littoral somalien a été détruit. Nous considérons que cette argent n'est rien par rapport à la destruction de notre mer ».

En juillet 2006, le gouvernement des chefs de guerre a été renversé par un soulèvement populaire dirigé par l'Union des Cours Islamistes. Quelques mois plus tard, les États-Unis ont soutenu l'invasion de la Somalie par les Éthiopiens. Ceci a provoqué une vague de résistance, le « troisième front » de la « guerre contre la terre ».

Aujourd'hui, des navires de guerre indiens, américains et français participent à la chasse aux pirates. La Chine envisage de participer aussi. Ces puissances militaires tirent librement sur les pêcheurs somaliens. Et ils laissent tranquille les pilliers des stocks de poisson et les transporteurs de déchets toxiques.

1. Le Monde, 17/12/08

2. Nick Nuttall du programme pour l'environnement des Nations Unies

Répression :

Agir contre la criminalisation du mouvement social

Depuis l'arrestation le 11 novembre sous les caméras d'un complot d'ultra-gauche qui terrorisait les voyageurs de la SNCF en éditant des livres anarchistes, en détenant des horaires de chemin de fer, des gants et même une échelle, les arrestations de militants se multiplient.

Des jeunes de Levallois comparaisant le 19 février devant le tribunal pour mineur pour avoir participé à un conseil municipal pour défendre le droit au logement, aux lycéens de Joliot-Curie à Nanterre jugés pour avoir désobéi à leur proviseur, à l'inspecteur du travail Gérard Filoche comparaisant en correctionnelle pour avoir fait son travail ... la liste est longue des sanctions prises contre ceux qui osent critiquer la politique du gouvernement actuel.

La criminalisation du mouvement social s'est longtemps limitée aux militants les plus « radicaux », soutiens de causes peu défendues par la gauche, comme la lutte contre les centres de rétention et les expulsions, contre le fichage adn et la vidéo-surveillance. C'est maintenant au tours des grévistes d'être menacés de sanctions, après la victoire des cheminots de la gare Saint-Lazare.

Le gouvernement et le patronat ont maintenant suffisamment confiance pour s'attaquer directement au mouvement social et syndical. Les licenciements de délégués syndicaux se multiplient, en toute illégalité ou sous couvert d'une « séparation conventionnelle ». La police s'affiche de plus en plus dans les universités occupées, intervient pour briser les piquets de grève.

Loin d'être un simple « dégât collatéral » des mobilisations sociales, la répression policière et judiciaire est un symptôme du durcissement des conflits sociaux. Alors que le droit des affaires est dépénalisé, que se multiplient les scandales financiers, c'est la révolte contre ce système immoral qui est réprimée.

Le simple fait de manifester devient risqué, comme en ont fait l'expérience six jeunes arrêtés le 12 décembre dernier pendant une manifestation de solidarité avec la jeunesse grecque : inculpés de dégradations, d'agression et de jet de projectile sur force de l'ordre, ils ont passés 48 heures en garde à vue avant d'être transférés au dépôt pour passer en comparution immédiate après 72 heures de détention.

La solidarité entre les accusés et la constitution d'un comité de soutien qui manifestait tous les soirs devant le commissariat et le palais de justice ont permis d'obtenir le report du procès au 19 janvier. La mobilisation et le soutien d'organisations syndicales (solidaires) et politiques (NPA, PCF) ont permis de limiter les peines à deux mois de prison avec sursis pour l'un, un mois pour un autre et des heures de TIG pour les autres. Un accusé a été relaxé, fait rare dans ce type de procès contre les militants du mouvement social.

L'État voulait diviser les manifestants, notre mobilisation a permis d'affirmer notre unité face à la répression. L'État voulait faire peur aux jeunes qui se révoltent, les punir pour l'exemple, notre mobilisation nous a donné confiance en notre force de résistance.



SUPPRESSION des juges d'instruction

Articles de Laure Sabler

Sarkozy a promis la suppression des juges d'instruction, pour les remplacer par les juges de l'instruction, qui auront pour rôle de surveiller le déroulement de l'instruction, mais n'auront aucun pouvoir. Le rôle des juges d'instruction est de mener l'enquête judiciaire à charge et à décharge. Ce juge, malgré le fait qu'il est souvent vu comme le juge de l'accusation, a quand même pour rôle de garantir la recherche de preuve à décharge de l'accusé. Le procureur a un rôle d'accusateur, il récolte les preuves à charge contre l'inculpé.

Seul le parquet, c'est-à-dire le procureur, sera responsable de l'enquête. Le procureur n'est pas indépendant. Rachida Dati a dit d'elle-même qu'elle était « la patronne des procureurs ». C'est un réel contrôle que le pouvoir exécutif va exercer sur le pouvoir judiciaire. Pourquoi n'octroie-t-on pas alors le pouvoir judiciaire directement au président de la République ?

Plus personne n'aura pour rôle de récolter les preuves à décharge, l'accusé devra le faire à ses frais. C'est une mise en place officielle d'une justice à deux vitesses : si l'accusé est riche il pourra se défendre, et uniquement à cette condition. C'est donc une justice en faveur des plus riches qui est instaurée, une justice sous contrôle quasi-total du pouvoir exécutif.

Avec l'abaissement de l'âge de la responsabilité pénale à 12 ans, l'instaurations des peines planchers, la justice va devenir le moyen pour l'Etat de se débarrasser des plus pauvres et des opposants.



Rassemblement de soutien aux 6 inculpés après la manif du 12 décembre, devant l'ambassade grec

Quelle stratégie pour le NPA ?

Articles de Laurent Bauer

Depuis que la LCR a lancé le projet de création d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), celui-ci a suscité l'intérêt de milliers de travailleurs, notamment des syndicalistes et des militants associatifs. Marxistes Unitaires contribue à l'émergence de cette alternative et y défend les idées révolutionnaires.

Le NPA, un front unique politique

Le NPA est un parti qui rassemble les diverses sensibilités anticapitalistes qu'elles soient révolutionnaires, réformistes, altermondialistes, pour répondre aux attentes d'unité pour lutter contre le système.

Le NPA un front unique politique de la gauche anticapitaliste afin de disputer au PS l'hégémonie politique, que ce soit dans les luttes sociales ou sur le terrain électoral. Le NPA doit proposer une direction alternative au PS dans le mouvement social et au sein des syndicats, renforcer la confiance des travailleurs en eux-mêmes pour en finir avec ce gouvernement.

Le NPA constitue un front unique politique anticapitaliste. Il n'est ni révolutionnaire, ni réformiste mais oscille entre les deux. Il rassemble des fractions assez avancées de la classe pour changer la donne politique à gauche mais aussi contre le régime. Un parti centriste de masse doit avoir un profil large et unitaire pour que tous ceux qui veulent sincèrement lutter contre le capitalisme puissent y faire des tests politiques en commun.

Le NPA doit être à l'initiative de l'unité des opposants au libéralisme

Les travailleurs, victimes de la politique de Sarkozy, des hésitations des directions syndicales, aspirent à l'unité d'une gauche qui ne se compromette pas avec le libéralisme. Le Parti Socialiste (PS) n'a plus rien à offrir si ce n'est la prétention d'être un meilleur gestionnaire du système que l'UMP. Les travailleurs continuent de

aux travailleurs et d'éroder la domination du PS sur la gauche.

Construire une fraction révolutionnaire

Un parti centriste de masse donnerait une opportunité aux révolutionnaires de diffuser les idées du marxisme et de la révolution à une échelle de masse, de les appliquer à la lutte concrète contre Sarkozy.

Une organisation centriste ne sera pas capable de répondre à des situations de crise politique et sociale d'importance de par sa nature floue. Sans courant révolutionnaire structuré, l'oscillation entre réforme et révolution conduira inévitablement au réformisme et à la conciliation avec les capitalistes.



1ère rencontre nationale des collectifs pour la création d'un NPA, les 28 et 29 juin dernier, à St Denis

s'en saisir pour battre la droite aux élections en l'absence d'alternative crédible à sa gauche.

Le NPA doit être le premier à proposer des listes d'union à gauche du PS sur la base du rejet du libéralisme tout en soulevant la question de l'indépendance vis-à-vis du PS. Si le Parti de Gauche (PG) et le Parti Communiste (PCF) s'affirment contre le capitalisme tout en ayant participé au gouvernement avec le PS, c'est à nous de les forcer à assumer les contradictions de leur position.

Si l'union ne peut avoir lieu cela ne doit pas être la responsabilité du NPA. Avoir un profil unitaire tout en affirmant clairement ses positions ne peut que renforcer la crédibilité du NPA. Un renforcement électoral, sans illusion de notre part sur ce type d'échéances, permettrait de donner davantage confiance

Le refus de toute conciliation avec nos capitalistes a des implications concrètes que nous devons défendre dans le mouvement social : il est crucial d'affirmer notre soutien à la résistance palestinienne, de construire la lutte contre l'islamophobie, notamment face aux nombreux préjugés qu'il y a au sein même de la gauche.

Pour en finir avec le capitalisme, les travailleurs devront détruire l'État des capitalistes pour bâtir un État basé sur le pouvoir des travailleurs dans les entreprises, prendre le pouvoir confisqué par les patrons, faire une révolution. Afin de vaincre le capitalisme nous avons besoin d'une direction révolutionnaire rassemblant les travailleurs les plus déterminés à en finir avec le système, reconnue dans la lutte pour sa capacité à s'adresser largement aux travailleurs.

Le NPA c'est Parti

Interview de militant(es) du NPA

Interview de Raoul Marc Jennar

Militant de la première heure des collectifs pour le Non à la Constitution Européenne, Raoul Marc Jennar a répondu présent à l'appel de Constitution du Nouveau Parti Anticapitaliste. La rédaction d'Anticapitaliste a souhaité connaître son opinion sur le lancement du NPA et sur l'unité de la gauche radicale...

INTERVIEW, Propos recueillis par Daniel Lartichaux

Pourrais-tu nous présenter ton parcours militant ? Comment t'a-t-il mené au NPA, et avec quelles attentes ?

Mon engagement dans la vie sociale a d'abord été une implication en faveur des droits humains fondamentaux, individuels et collectifs ; je suis devenu sensible progressivement aux questions écologiques à mesure de l'amointrissement des ressources naturelles, de la disparition croissante des espèces et des dégâts à l'environnement mettant en cause la santé du plus grand nombre. Il y a dix ans, je suis devenu un militant altermondialiste et j'ai pris progressivement conscience que l'exploitation des humains et l'exploitation de la terre ont une même cause : le capitalisme. Jusque-là je mettais en cause le néo-libéralisme, qui n'est que la phase actuelle du capitalisme. Le livre d'Hervé Kempf « Comment les riches détruisent la planète » m'a fait passer de la contestation du néolibéralisme à la remise en cause du capitalisme.

Aux élections européennes, penses-tu qu'il faut aboutir à une coalition électorale avec les autres forces de la gauche "radicale" ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

La question n'est pas de faire une coalition pour faire une coalition. La question est de donner du poids politique à un projet alternatif sur l'Europe. Donc pour moi, le contenu est prioritaire dans la question de l'unité de la gauche à la gauche du PS. Une unité qui ne soit pas seulement électorale et qui se retrouve sur le terrain, dans les luttes sociales et écologiques, contre la casse sociale, contre le démantèlement du droit du travail et des services publics, mais aussi contre le producti-

visme, le nucléaire, la marchandisation du vivant. La crise du capitalisme exploiteur et productiviste est une crise de civilisation que la démarche électorale seule ne pourra résoudre. Les résultats historiques du Front populaire ont dépassé le programme électorale limité du Front populaire parce qu'il y a eu un puissant mouvement social accompagnant le processus électorale et son résultat. Mais au final, le Front populaire a échoué parce qu'il ne remettait pas en cause le capitalisme et tentait, provisoirement, d'en atténuer les effets.

Comment voudrais-tu voir évoluer la gauche radicale et anticapitaliste à moyen terme ? Comment envisages-tu l'évolution du NPA ?

Je suis convaincu qu'à la gauche du PS, et même au sein du PS, il y a beaucoup de femmes et d'hommes qui, s'ils prennent la peine de lire les textes que nous allons adopter au congrès fondateur du NPA, se sentiront en accord avec ces textes. Même si le NPA n'a pas le monopole des bonnes idées, j'espère qu'il va les rassembler pour qu'une force politique puissante qui rejette sans concession le capitalisme puisse émerger.

Nous créons le NPA comme une structure ouverte où toutes celles et tous ceux qui n'acceptent pas que le capitalisme soit l'ordre naturel des choses peuvent se retrouver et donner à leur volonté formatrice l'efficacité d'une force politique susceptible de peser.

Quelles sont à ton avis les actions prioritaires à mener ?

Les sujets ne manquent pas. Avec « Demolition man » à la tête du pays, on détruit les services publics : les écoles, les



hôpitaux, la poste, etc. Toutes les activités de service qui contribuent à l'exercice par tous des droits collectifs sont en train d'être privatisées. Le régime connaît une très dangereuse dérive autoritaire : au fil des contre-réformes qu'il impose, le président contrôle le gouvernement, le parlement, la justice, les médias. La répression de la contestation politique et sociale s'amplifie. On envoie des flics avec des chiens dans les écoles ; on invente de prétendus groupes terroristes. On arrête des gens non pas pour qu'ils ont fait, mais pour ce qu'ils pourraient faire. Au fur et à mesure que croît l'exploitation et la paupérisation, l'État de droit recule gravement en France comme dans plusieurs autres pays d'Europe. Il nous faut donc être présent dans toutes les luttes que réclame la résistance à cette évolution. Il nous faut aussi combattre les ravages du capitalisme et particulièrement avec la crise qui a éclaté, dénoncer les mensonges dont nous intoxiquent les média : il n'y a pas de bon capitalisme. On ne moralise pas ce qui, par essence, est immoral. Il faut dénoncer un discours qui veut faire croire qu'on va changer le système alors que dans le même temps on consacre des milliards d'argent public pour le perpétuer.

Portraits de militants du NPA d'Agen

Le nouveau parti anticapitaliste regroupe des militants aux idées différentes. Nous avons interviewé quelques militant(e)s du comité NPA Agen, dans le Sud Ouest. Voici quelques extraits. Les interviews (bien plus longues) seront mises en ligne sur le blog des marxistes unitaires <http://marxistesunitaires.blogspot.com/>

INTERVIEW, Propos recueillis par John Mullen

Comment as-tu vécu la préparation du congrès fondateur ?

Anne : Cette préparation m'a paru être un formidable chantier à ciel ouvert, auquel ont pu apporter leur pierre tous les aspirants NPA, venus d'horizons divers avec leurs histoires personnelles, des expériences politiques différentes.

Vincent : J'ai tout de suite trouvé que cela allait nous empêcher d'être fortement présent sur le terrain. J'avoue que j'aurai dû plus travailler les textes et les débats ...

Jean-Marie : C'est une période extraordinaire... J'y ai participé avec beaucoup d'enthousiasme, mais je suis maintenant un peu sceptique sur le résultat.

Quelles sont à ton avis les actions prioritaires que le NPA doit mener ?

Jean-Marie : Notre principal défi consiste à montrer que nous ne sommes pas uniquement une force d'opposition, que nous avons des solutions.
Il est donc

prioritaire de mettre sur pied le plan d'urgence.

Anne : L'urgence me paraît être la formation des adhérents de tous les comités pour leur permettre d'accéder à un tronc commun de connaissances et d'un niveau homogène de culture politique pour les aider à faire apparaître et évoluer le NPA.

Albert : La recherche d'un front unitaire des gauches syndicales et politiques contre les attaques pour nous faire payer les frais de la crise du capitalisme ...

Vincent : Le NPA devra faire des énormes efforts si nous voulons réussir et surtout concentrer un temps certain à la formation politique.

Laurent : Faire venir des nouveaux militants, les convaincre qu'ils ont quelque chose à dire et à faire dans le NPA.

Céline : Assurer une vie décente à chacun : la santé, la nourriture, l'éducation... Il faut renverser cet Etat qui nous étouffe et nous tue à petit feu.

Comment voudrais-tu voir évoluer la gauche radicale et anticapitaliste à moyen terme ?

Céline : Une vraie gauche, grande, forte et

rassembleuse, une gauche sociale et égalitaire, une gauche plus forte que les tous les autres partis.

Jean-Marie : Il faut rassembler, ne plus se battre entre anticapitalistes, pour des questions secondaires. Le projet du NPA doit être assez fort et précis pour convaincre une partie des sympathisants de l'ex-gauche plurielle, et beaucoup de militants syndicalistes ou associatifs.

Anne : Un NPA qui marque sa volonté de bâtir, durablement, un front unitaire qui se dégagerait de préoccupations exclusivement électoralistes mais sur la base de principes et d'axes politiques résolument anticapitalistes avec les forces de la gauche non gouvernementale qui partagent les mêmes valeurs.

Laurent : Devenir une force politique incontournable !

Quelle(s) raison(s) donnerais-tu aux lecteurs d'Anticapitaliste pour rejoindre le NPA ?

Jean-Marie : Tout d'abord l'urgence, la situation s'aggrave de jour en jour

Anne : Le NPA sera ce que nous en ferons et ce serait tellement mieux avec VOUS.

Albert : Plus nous serons nombreux dans un même force collective plus nous pèserons dans la lutte des classes.

Laurent : C'est une modeste expérience, mais elle est unique. Ceux qui déplorent que la véritable gauche n'ait pas de représentation/issue politique devraient la tenter

Céline : S'ils lisent une revue qui s'appelle Anticapitaliste, ils ont déjà la réponse!



GRÈVE INTERPRO LE 29 JANVIER : LE DÉBUT D'UNE LUTTE DÉCISIVE.

Des millions de travailleurs montrent qu'ils n'entendent pas payer la crise, qu'ils rendront coup sur coup face aux attaques du gouvernement et du patronat : licenciements, baisses des salaires, destruction du code du travail et des services publics.

La grève interprofessionnelle du 29 janvier rompt avec des mois de passivité, c'est un encouragement, une démonstration de la capacité des travailleurs à se mobiliser tous ensemble. Une telle unité syndicale est inédite depuis 1966. Mais une seule journée de grève ne suffira pas à faire plier un gouvernement décidé à détruire l'ensemble de nos droits. Le 29 janvier ne doit être qu'un début.

Un gouvernement affaibli

Sarkozy a déjà du lâcher du lest face à la mobilisation des lycéens en décembre. Mais ça ne suffit pas, la réforme du bac n'est que reportée, les suppressions de postes continuent : moins 13000 postes dans l'éducation cette

année. Tous ensemble, nous pouvons lui faire lâcher l'ensemble de son programme anti-social. A chaque fois que nous avons été unis dans la grève, sur la durée, nous avons fait reculer les gouvernements, comme pendant le CPE en 2006 ou en décembre 95.

Face à ce gouvernement de requins, négocier les reculs sociaux aujourd'hui, c'est préparer de plus graves défaites. Se contenter de différer les contre-réformes libérales, comme à la pose ou dans l'éducation, c'est laisser du temps au gouvernement pour nous diviser, c'est laisser au gouvernement l'initiative.

A chaque fois, le gouvernement a fait des promesses pour calmer la colère des grévistes, mais n'en a tenu aucune : les budgets promis aux étudiants en grève contre la LRU ont fondu comme neige au soleil, le retrait de la privatisation de LaPoste s'est transformé en simple report, les compensations promises aux cheminots se sont avérées n'être que de l'esbroufe.

En finir avec ce système

Nous devons nous appuyer sur la colère de millions de salariés pour dégager ce gouvernement aux ordres du MEDEF.

Le gouvernement, si arrogant l'année dernière quand il cassait les retraites des cheminots ou menait la privatisation de l'université, est aujourd'hui fragilisé par la colère que sa politique de casse sociale a engendré : cheminots, salariés de la métallurgie, professeurs de la maternelle à l'université, lycéens et étudiants, travailleurs sans-papiers.

Au projet libéral du gouvernement, au ralliement du PS au libéralisme, nous devons opposer un projet qui ne s'accommode pas de ce système de crise et de misère. A la dictature des actionnaires qui licencient pour assurer leurs profits, nous devons opposer le contrôle des travailleurs sur l'économie. Aux hésitations des directions syndicales, nous devons opposer l'auto-organisation des travailleurs, les assemblées générales de grévistes qui ne négocient pas dans le dos des travailleurs.

